

# “Écolo propose au fédéral un plan national d'isolation”

■ Jean-Marc Nollet présente le plan de bataille de son parti pour la période d'affaires courantes.

Entretien Frédéric Chardon et Stéphane Tassin

Le gouvernement fédéral est en affaires courantes; tout, ou presque, devra passer devant le Parlement. Le Premier ministre Charles Michel reste par ailleurs à la tête d'une coalition qui ne dispose pas de la majorité à la Chambre. Il lui faudra négocier avec l'opposition pour continuer à prendre des décisions. Jean-Marc Nollet, coprésident d'Écolo et député fédéral, fixe les priorités des verts pour les prochains semaines. Il veut les inscrire dans la voie tracée vendredi par le Roi: répondre aux attentes de la population en matière sociale et en matière environnementale.

**Avez-vous déjà des dossiers concrets à mettre sur la table du gouvernement en affaires courantes?**  
Ah, ça, c'est clair! Dans la dimension sociale, il faut dégager une aide financière pour les familles qui souffrent de la crise économique et, notamment de l'explosion des prix de l'énergie ou encore des dettes de base. Écolo travaille actuellement avec Groen afin que nous puissions déposer à la rentrée une proposition concrète pour un volume de 550 à 650 millions d'euros d'aide. Nos propositions sociales ne seront pas contradictoires avec nos propositions environnementales. Il ne s'agira pas de baisser simplement la TVA sur l'électricité...

**Et vos propositions environnementales?**  
Il s'agit de mettre à jour le plan national Énergie-Climat (Pnec). Pour nous, c'est fondamental. Il s'agit de compléter cette liste des mesures sur laquelle la Belgique s'engage vis-à-vis de l'Europe pour aider les citoyens à entrer dans la transition écologique et solidaire. On va donc arriver à la rentrée avec des propositions en matière de mobilité, de chauffage et d'électricité. En mobilité, on propose un plan d'investissement sur 10 ans dans la SNCB, les Tce, la Stib et l'équivalent en Flandre, afin d'augmenter la fréquence des trains, des bus, etc.; afin d'augmenter l'amplitude des horaires pour ceux qui font le petit matin ou qui rentrent tard le soir; afin d'augmenter le nombre de places disponibles aux heures de pointe; afin de rouvrir des points d'arrêt.

**Et en matière de chauffage?**

Écolo et Groen vont proposer un plan national d'isolation. En Wallonie, une maison sur deux date d'avant la fin de la Seconde Guerre mondiale. On n'a pas le choix: il faut isoler car les maisons ne sont renouvelées qu'à concurrence de 1% par an. En matière d'électricité, nous allons avancer des mesures pour le Led et l'éclairage, le photovoltaïque, les éoliennes. Les choses classiques.

**Tout cela va se négocier publiquement au Parlement pour le niveau fédéral, affaires courantes obligent. Ne craignez-vous pas une cacophonie, et donc la paralysie?**

Le risque existe mais les modalités pour l'éviter existent aussi. Nous viendrons avec des propositions

en sachant que nous travaillerons ensemble sur une période réduite de quatre à cinq mois avec des balises sociales et environnementales fixées par le Palais. Pas question que le gouvernement vienne avec la dérégulation financière, les aides aux actionnaires, etc.

**La campagne électorale commencera en février-mars. Avez-vous le temps de voter tout ça?**

Ce n'est pas parce qu'il y a une campagne que le pays ne mérite pas de trouver des réponses à ces deux enjeux que sont le social et le climat. On ne va pas tomber en léthargie.

**Mais les campagnes se mènent aussi dans les hémicycles, avec des expressions violentes parfois. Un risque supplémentaire d'inaction politique au fédéral...**

Chacun sera devant ses responsabilités. En tout cas, les verts distingueront le travail parlementaire du travail électoral. Faire avancer notre programme par des votes au Parlement, c'est une manière de montrer que nous sommes en phase avec ce que nous dirons en campagne.

**Ne serait-il pas plus simple, alors qu'Écolo a le vent en poupe, d'aller aux élections anticipées, de monter au pouvoir et d'appliquer votre programme?**

Je serai cash. Vu du point de vue du parti, oui, nous avons un intérêt aux élections anticipées. Vu du point de vue du pays, non. Notre choix a été de dire que nous n'allions pas ajouter du chaos au chaos dans ce pays.

**Comment décryptez-vous cette séquence qui a vu la N-VA quitter le gouvernement sur une question "identitaire"?**

La N-VA a voulu profiter d'un dossier dormant pour mettre le focus là-dessus en pensant que, contrairement à l'habitude, elle pourrait imposer son point de vue. Cela pouvait faire du bien aux nationalistes par rapport à leur score aux communales et à la progression du Belang. C'était un calcul opportuniste et politicien de leur part. Mais il faut aussi pointer l'erreur historique du MR. En reniant sa parole de ne pas monter dans un gouvernement avec la N-VA, le MR a provoqué cette séquence. Aujourd'hui ils en ont payé le prix et ils vont continuer à le payer.

**L'opposition critique systématiquement l'alliance entre le MR et la N-VA. Mais est-ce que la société belge a tellement changé depuis 2014?**

Le pays est, en 2018, plus divisé qu'il ne l'a jamais été. Il y a deux raisons simples: la N-VA qui a entrepris de façon permanente le dialogue Nord-Sud et le MR qui a une part énorme de responsabilité parce qu'il s'est laissé aveugler. Rappelez-vous Charles Michel qui dit à la télé qu'il s'est trompé sur la N-VA... Rappelez-vous aussi, l'interview de Chastel au mois d'août qui disait vouloir continuer avec la N-VA après les élections de 2019...

**Sur les questions climatiques vous allez parvenir à travailler avec Marie-Cristine Marghem (MR), la ministre fédérale de l'Énergie? Elle n'est pas vraiment votre amie politique...**

Je ne peux pas répondre à sa place. Il y a deux textes dans son département auxquels nous tenons comme à la prunelle de nos yeux. Des textes qui étaient bloqués par la N-VA. Il y a celui qui renforce l'encadrement juridique sur le financement apporté par Electrabel en matière de déchets nucléaires, le principe du pollueur-payeur. Ce texte, nous sommes prêts à le voter mais nous proposerons trois amendements. Cela représente 10 milliards d'euros qu'Electrabel devra payer avec ce nouveau cadre juridique contre 3 milliards actuellement. Le deuxième texte concerne un élément manquant pour permettre de sortir du nucléaire en 2025. Il s'agit de la rémunération des capacités pour l'installation des centrales au gaz. Ce n'est pas tout, nous avons un texte sur l'obsolescence programmée. On peut répondre à cette préoccupation environnementale. Ça ne coûterait rien de mettre ça en place.

**Les affaires courantes pourraient mettre un frein au milliard prévu pour le RER côté wallon. Vous allez faire quelque chose pour le débloquer?**

Le problème est purement technique parce que, dans ce dossier, la volonté de l'opposition rejoint celle du gouvernement. Mais comme il est prévu que nous puissions amender le budget fédéral, la réponse est "oui". Nous pourrions mobiliser ce milliard.

**Mais la N-VA était à peine sortie du gouvernement qu'Olivier Chastel disait déjà qu'il pouvait envisager une "suédoise" bis. La N-VA affirmait la même chose. Est-ce qu'en travaillant avec le MR pendant quatre mois, vous n'allez pas vous faire piéger avant une reconduction de l'ancienne majorité?**  
Le travail qui sera fait dans les mois qui viennent sera pour les Belges et pas pour Charles Michel et la "suédoise". On verra bien quelles seront les coalitions possibles après les élections.

**En quittant le gouvernement, la N-VA s'est-elle tirée une balle dans le pied par rapport à une future révision de la Constitution?**

Pendant le week-end qui a suivi la démission de la N-VA, ils ont négocié avec Charles Michel. La N-VA posait clairement comme monnaie d'échange au vote du budget l'ouverture à révision de l'article 195. Ils disent depuis lors que cela avait déjà été négocié en 2014...

**L'image de Charles Michel sort-elle affaiblie ou grandie de cette séquence?**

Ma réponse va vous paraître fuyante mais elle ne l'est pas: c'est trop tôt pour le dire. Nous sommes encore trop dans le moment. Nous verrons dans quelques mois comment il portera et assurera ce que nous voterons ensemble. Je constate quand même que son discours a changé.